

SFR met la pression sur la région Grand Est pour obtenir le marché du très haut débit fixe

Avec 910 000 prises FTTH à la clé d'ici 2024, la région Grand Est et sept de ses départements concernés par le projet (Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne, Meurthe-et-Moselle, Meuse et Vosges) représente le plus gros chantier de réseau d'initiative publique (RIP) pour le déploiement de la fibre optique en France. Un chantier estimé à 1,3 milliard d'euros (dont 60% amenés par financements publics) convoité par plusieurs opérateurs : Orange et Axione d'une part, qui ont été écartés du premier tour de l'appel d'offre en mai dernier; et, d'autre part, SFR et le groupement NGE Concessions-Altitude Infrastructure toujours dans la course.

La région doit rendre sa décision finale le 13 juillet prochain. Mais SFR croit savoir qu'il n'est pas le favori. Et accuse la commission de biaiser la procédure d'attribution. « [...] l'analyse des offres ne se ferait pas dans les conditions d'objectivité et de neutralité indispensables à toute procédure visant l'obtention d'une concession de service public », écrit Michel Combes, PDG de SFR, dans un courrier adressé à Philippe Richert, président du conseil régional du Grand Est, et révélé par [Les Echos](#). Et laisse entendre qu'il pourrait faire appel de la décision finale si elle ne lui est pas favorable.

Deux réseaux FTTH ?

Pire, SFR menace, en cas d'échec, de construire son propre réseau FTTH parallèle au RIP. Une stratégie contraire au plan France très haut débit (THD) qui, pour des raisons économiques, stipule que les zones peu denses soient couvertes par un unique réseau fixe THD et opéré par un concessionnaire qui ouvre son infrastructure aux différents opérateurs chargés de commercialiser les offres d'accès au grand public et aux entreprises. Mais rien n'interdit en effet un opérateur privé de déployer son propre réseau. Sauf que, dans ces zones peu peuplées, le marché n'est probablement assez grand pour soutenir les investissements de deux réseaux optiques.

SFR le sait bien. C'est pourquoi la filiale d'Altice (qui [en héritera prochainement du nom](#)) met en garde la région en annonçant que son partenaire financier le Crédit Mutuel mais aussi Orange « ont confirmé vouloir être clients de notre réseau, ce qui signifie que les business plans soumis par notre concurrent (NGE-Altitude, NDLR) à votre appel d'offres ne sont probablement pas atteignables », site le quotidien économique. Par un [tweet](#) de Laurentino Lavezzi, Orange dément tout accord commercial sur l'hypothétique futur réseau de SFR. « Orange cofinance [les réseaux de SFR] en zone « Amii » et est volontiers client des RIPs, mais sans exclu, jamais », écrit le directeur des affaires publiques de l'opérateur historique. « Il serait étonnant de ne pas aller sur le RIP », confirme par ailleurs à [Silicon.fr](#) un interlocuteur chez Orange. SFR mettra-t-il ses menaces à exécution ou bien s'agit-il d'un grand coup de bluff ?

[Article mis à jour le 30/06]

Lire également

[Fibre : Stéphane Richard évoque les «débats» d'Orange avec SFR](#)

[Fibre : le Plan France THD ne sera pas réalisé](#)

[Très haut débit : les réseaux d'initiative publique au service des emplois](#)